

taire à poser, à laquelle le ministre peut répondre par un oui ou par un non. N'estime-t-il pas que les cultivateurs ont maintenant besoin d'une aide spéciale vu l'affaire horrible dévoilée hier soir?

**L'hon. M. Olson:** Oui, monsieur l'Orateur. A mon avis, la meilleure façon de la fournir est d'adopter la mesure agricole.

**Des voix:** Présentez-la.

### LES RELATIONS FÉDÉRALES- PROVINCIALES

LES DROITS MINIERS AU LARGE DES CÔTES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings):** J'aimerais poser une question au premier ministre. Le 18 septembre, en réponse à une question, il a dit que le gouvernement avait l'intention d'entreprendre des négociations concernant les droits sur les minéraux sous-marins et qu'on pensait pouvoir bientôt soumettre une proposition aux provinces. Étant donné que cinq semaines se sont écoulées, j'aimerais savoir si le gouvernement a présenté une proposition aux provinces et si la Chambre aura l'occasion de s'occuper bientôt de cette question?

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, très bientôt. Le cabinet a déjà étudié la question, et nous attendons le moment d'agir.

**L'hon. M. Hees:** A-t-on présenté une proposition aux provinces, ou va-t-on le faire bientôt?

**Le très hon. M. Trudeau:** Bientôt.

### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION OUMMET

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Puis-je passer de l'agriculture aux prisons, monsieur l'Orateur, et poser une question au solliciteur général? Vu que les questions concernant tous les aspects du système pénal ont été déferées à un comité permanent par le biais des prévisions budgétaires, le ministre dira-t-il à la Chambre quand nous pouvons compter recevoir le rapport de la Commission Oummet, instituée il y a deux ans? Ce rapport doit-il être soumis avant une certaine date?

**L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général):** Oui, monsieur l'Orateur, j'espère recevoir le rapport avant la fin de l'année financière.

### L'AIDE EXTÉRIEURE

L'EMPLOI DIFFÉRÉ DES AVIONS HERCULES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Don Anderson (Esquimalt-Saanich):** J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il paraît évident que les avions Hercules que nous avons mis à la disposition de la Croix-Rouge internationale pour le transport de provisions de secours entre Fernando Po et le Nigeria ou le Biafra ne peuvent utiliser les terrains d'atterrissage nigériens, le ministre songe-t-il les remplacer par des avions Caribou ou d'autres avions plus légers capables d'utiliser les pistes qui existent?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** En ce qui concerne les avions Hercules qui attendent l'autorisation de se rendre de Fernando Po au Biafra, nous sommes confiants qu'ils pourront se rendre à destination dès que les formalités nécessaires envers la Guinée équatoriale auront été remplies. Les difficultés découlent du fait que les pistes d'atterrissage contrôlées par le gouvernement fédéral du Nigeria ne semblent pas en état de recevoir les gros avions Hercules. J'ai donc prié le général Wrinch l'autre jour de s'enquérir auprès de la Croix-Rouge internationale de la possibilité de fournir d'autres avions.

**M. David MacDonald (Egmont):** Puis-je poser une question supplémentaire. Étant donné la discussion qui a eu lieu hier pendant la période des questions, le ministre peut-il nous dire si l'on a tenté de savoir si le gouvernement du Nigeria autoriserait des avions Hercules canadiens à survoler le territoire nigérien pour se rendre de Sao Tomé au Biafra?

**L'hon. M. Sharp:** Non; comme je l'ai dit hier au député, nous espérons bien que ces avions partiront de Fernando Po pour se rendre au Biafra.

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il confirmer une déclaration faite par le Dr Arikpo le 8 octobre, à New York, en présence du secrétaire parlementaire du ministre et de plusieurs autres membres du Parlement, y compris le député d'Egmont et moi-même, selon laquelle le gouvernement du Nigeria ne s'opposerait nullement à des vols de secours de Sao Tomé au Biafra, pourvu que la Croix-Rouge inspecte les cargaisons?

**L'hon. M. Sharp:** Cette question a été posée hier, monsieur l'Orateur, et j'ai dit que j'es-